

ATTENTATS MEURTRIERS : LA PERTE DE LA BOUSSOLE MENTALE ?

Nous assistons souvent impuissants à une sorte de théâtre de conflits lointains, qui nous amènent jusqu'en Syrie, Afghanistan, Yémen, Pakistan. Et qui nous reviennent désormais tel un boomerang en Europe. Nous subissons une vague d'intensification d'actes terroristes à distance, et à présent en direct au nom de la sécurité, au prix de sacrifier certaines libertés publiques. Il convient d'en rechercher les causes et d'en étudier les justifications. Un énorme travail sur les causes éducationnelle, sociale, économique, idéologique, religieuse, identitaire est l'une des priorités que nous devons avoir à l'esprit. À cela s'ajoute toute la complexité des attentats meurtriers perpétrés au mépris des libertés individuelles et collectives, ces actes innommables qui conduisent au renforcement des replis identitaires, qui accentuent la propagation de l'islamisme radical, qui fragilisent davantage la question des minorités. Ces actes meurtriers, politiques, insensés, fous qui réveillent la barbarie moderne sont en partie à imputer aux politiques publiques qui dérivent du basculement socio-économique vers le basculement culturel. « La chose la plus dangereuse que l'on puisse faire dans des situations de crise, écrit le philosophe Slavoj Zizek, c'est d'être fasciné à l'excès par la crise. » La sidération puis la panique qui ont suivi les attentats de Paris et les nombreux liens supposés avec la Belgique de ses auteurs laissent à présent place à un état d'alerte plus ou moins permanent peu propice à la réflexion. Pourtant, on tient tête un peu mieux à ce qui nous arrive si l'on en connaît les causes, le contexte de développement et les mécanismes intérieurs. Quitte à retourner les instruments de la réflexion contre soi, contre son milieu et contre ses présupposés.

Par Marc Sinnaeve, membre du comité de rédaction et administrateur de PAC

On l'a assez dit. Nous vivons à l'âge des transitions. Entre, d'une part, un monde ancien, hérité de l'industrialisation et des États-nations, qui se défait, de récession économique en régression sociale, de dégradation climatique en renoncement

politique. Et, d'autre part, un monde nouveau dont la piste tarde à se dessiner. Les rentes de pouvoir, l'intérêt immédiat, la peur de l'avenir, l'absence de cadre idéologique alternatif crédible empêchent l'émergence d'un mouvement de transformation en profondeur d'une société pourtant vécue ou perçue par la majorité comme injuste, voire invivable.

D'une telle période indéfinie et d'un tel désert idéologique, a analysé le théoricien marxiste Antonio Gramsci au début du 20^e siècle, dans ses *Cahiers de prison*, sortent les « monstres de la crise », auxquels adhèrent certaines catégories de la population: « *La crise consiste justement dans le fait que l'ancien meurt et que le nouveau ne peut pas naître : pendant cet interrègne, on observe les phénomènes morbides les plus variés* ». Nous y sommes. En plein. L'hydre identitaire à têtes et à visages multiples (culturel, nationaliste, religieux, ethnique, intégriste, antisémite, islamophobe, sectaire, nihiliste...) en est la version la plus marquante.

Et l'effet « monstre », de Tunis à Paris, de Beyrouth à Bruxelles, est à ce point saisissant qu'il en occulte la question première, déjà posée par l'échevin verviétois Malik Ben Achour¹ : comment et pourquoi une panoplie de salafiste armé ou de djihadiste déraciné, livrée en kit sur internet, a-t-elle pu devenir si facilement le « discours » privilégié, sur le marché des idéologies contestataires, pour habiller de sens une entreprise meurtrière suicidaire ?

L'ÉPUISEMENT IDÉOLOGIQUE DES « VALEURS »

On s'est beaucoup interrogé, à juste titre, sur le rapport et la position de la « communauté musulmane » aux phénomènes, mélangés pour le coup, de fondamentalisme salafiste, de radicalisation politique islamiste et de djihadisation criminelle de jeunes en errance. On s'est abstenu, en revanche, de se poser la question en miroir : comment nos sociétés libérales-démocrates conçoivent-elles l'état de leur propre modernité ? Que sont devenus les fondamentaux de rationalité, de liberté, de progrès, d'État social... ?

Les phénomènes morbides de l'époque sont-ils imputables au surgissement spontané d'un terrorisme islamofasciste coupeur de têtes mécréantes ? Ou ont-ils davantage à voir avec l'épuisement idéologique de la matrice des « valeurs » occidentales offertes – plus exactement, désormais, mises sur le marché – pour permettre la construction des personnes, l'édification de leur rapport au monde, proche et lointain, le sens qui aide à penser et à vivre une vie bonne ?

Ce qui fait retour, de ce point de vue, note le spécialiste des religions Raphaël Liogier, c'est l'absence de possibilité fournie à des jeunes en recherche de se

¹ « L'horreur du vide. Démocratie réelle contre tentation djihadiste », in *Les malaises de l'après-Charlie*, Cahiers de l'éducation permanente n°46, PAC, 2015.

représenter le monde environnant et leur propre univers au sein de celui-ci, avec la place qu'ils y occupent, les frustrations qu'ils y vivent, les façons d'y structurer du désir de soi et des objets de désir qui riment avec avenir. La religion n'est pas le moteur du djihadisme, c'est le carburant d'un effet boomerang, sidérant de violence, du désir frustré d'exister, de se sentir désiré, de trouver sa place : *«Ceux qui, au cours des trente dernières années, ont joué la corde de l'anti-migration et de l'islamophobie y ont contribué»*, note le professeur de l'Université de Gand Rik Coolsaet².

À gauche, pointe Laurent Bouvet³, on a trop peu pensé les effets délétères de cette insécurité culturelle, et pas seulement socio-économique, en raison de la prévalence d'un marxisme sommaire qui amène à considérer que *« tout serait déterminé, dans l'explication, comme dans la prescription de solutions, par les facteurs économiques »*.

QUAND L'AVENIR SE PRÉPARAIT AUJOURD'HUI

Cette impasse du raisonnement et de l'action politique est étroitement liée à *l'hégémonie culturelle* que le logiciel capitaliste néolibéral exerce sur les esprits depuis des décennies. Le concept, inventé et décrit par Gramsci, opère sous forme de mobilisation de représentations collectives qui ont su recueillir l'adhésion de la plus grande majorité de la population et s'imposer en tant que « sens commun », jugé indépassable, dans des configurations historiques données du système économique. La thèse selon laquelle il n'y a pas d'alternative aux politiques d'austérité en est un exemple.

L'hégémonie culturelle prolongée de la droite libérale tient, corollairement, à l'échec manifeste des forces de gauche de proposer un appareil concurrent de représentations collectives, auxquelles les individus, en adhérant à ses présupposés, pourraient articuler leurs propres convictions, leurs espérances, leurs besoins de référence ou de croyance.

Cette incapacité est d'ordre à la fois idéologique, anthropologique et politique. Nous avons rencontré un problème avec la clôture du 20^e siècle et l'effondrement du communisme, constate l'anthropologue Alain Bertho. 1989, ce n'est pas seulement la fin des régimes communistes « réels » en Russie et dans l'est de l'Europe, avec leurs réalités et leurs institutions policières, fait observer l'auteur des *Enfants du chaos*, *« c'est aussi un ensemble de références culturelles qui s'écroule, communes à tous les courants politiques progressistes »*⁴. Ce qui s'est défait en route, plus

² « L'échec de la Belgique. Mais quel échec ? », *Le Soir*, 30 novembre 2015.

³ *L'insécurité culturelle*, Fayard, 2015.

⁴ « Il faut être clair : un monde a pris fin, il n'y aura pas de retour en arrière », *Bastamag*, 26 novembre 2015.

fondamentalement, c'est la possibilité même du progrès, qui était inscrit dans une démarche historique. Ce rétrécissement des horizons signifie la perte (ou, du moins, l'atrophie) de la boussole mentale d'un avenir meilleur qui se préparait dans l'aujourd'hui : « *Avec la dissolution de ce communisme disparaît de la conscience humaine toute perspective de transformation radicale de l'humanité* », écrivait, de son côté, le philosophe Robert Redeker, à l'occasion des dix ans de la chute du mur de Berlin, en s'inquiétant d'une « *glaciation de l'espoir* » pour les « *enfants de novembre* » 1989⁵.

Seule compte, désormais, comme moyen de gouvernement, voire de pensée, y compris à gauche, la gestion du risque, de la peur et de la probabilité indéfinie auxquels les responsables politiques identifient l'avenir désormais. Dans ce schéma, la gauche de gouvernement européenne, voyant ses idées devenues minoritaires, a opté pour un repli stratégique « réaliste », tantôt critique, comme en Belgique, tantôt enthousiaste, comme en France, sur les courants porteurs de la mondialisation néolibérale. Et, elle s'est efforcée, en vain, de (faire) croire que le socialisme comme idéologie pourrait être remplacé par le projet d'une Europe sociale et solidaire.

Ce faisant, la social-démocratie a oublié qu'un combat politique de gauche peut être autre chose qu'économique, rappelle Gaël Brustier⁶, qu'il relève, avant tout, du domaine de la vision du monde, de l'imaginaire collectif, de la condition humaine, du besoin de fraternité autant que de confrontation avec des adversaires ou des concurrents...

FABRIQUER DU MYTHE

La gauche, en général, s'est trouvée du même coup incapable de prendre en charge une série de questions qui, faute d'avoir été pensées, rappelle Debray dans son livre *Aveuglantes Lumières*, font aujourd'hui retour sous des formes « monstrueuses ». La question de l'appartenance et du collectif, d'abord : c'est tout le rapport, à la fois détesté et désiré, de l'individu égoïste et sans contrainte, dans un monde de paix, à son besoin de communauté, de fraternité, d'être ensemble, dans un environnement troublé et opaque. La question de la croyance, ensuite : le besoin, profondément laïque, de croire en autre chose que le culte de soi ou de son image sur selfie, ou le culte de l'argent et des objets. La question de la violence, enfin : la guerre qui n'a jamais cessé en dehors des zones forteresses de concentration des richesses produites et des ressources accaparées.

Dans la célébration d'un monde sans frontières et de la liberté de l'Homme, on confond tout : les intérêts économiques, les moyens technologiques, les conditions

⁵ « Des enfants de mai aux enfants de novembre », *Le Monde*, 12 novembre 1999.

⁶ Auteur d'un indispensable *À demain Gramsci*, Éditions du Cerf, 2015

sociales et les référents politiques ou culturels. Le néolibéralisme ne voit dans la mondialisation que des consommateurs indifférenciés, sans croyance, sans convictions, sans histoire ni mémoire personnelle. « *Le business n'a pas de frontière, mais l'économie ne fait pas l'histoire*, pointe Régis Debray⁷. *Et particulièrement dans des périodes de crise, ce sont les soubassements archaïques qui refont surface.* »

Nous avons vécu et nous vivons, toujours, une « *panne des religions séculières* », selon la formule de Debray. Ce qui fait défaut à cette société-spectacle de l'instant et du déjà là sans y être, c'est ce que l'auteur du récent *Madame H.* appelle du « *mythe de convocation* ». C'est-à-dire ? Des idées-forces, des symboles fédérateurs ou des croyances mobilisatrices, qui mettent en jeu, autour d'une ligne de division proprement politique, une conception de l'avenir, de l'être humain ou de la condition de l'humanité. Quelque chose d'abstrait et de plus grand que nous, car seul ce qui nous dépasse, enseigne l'esprit de transcendance de Régis Debray, peut nous réunir... Un combat, en somme, comme on disait auparavant, susceptible de devenir un nouveau mur porteur de nos démocraties et de notre humanité.

Certes, on sait que, *in fine*, la confrontation des idées nouvelles au tamis du pouvoir sera toujours décevante, briseuse de rêves. Ce qui fera toujours plus mal du côté de la gauche, dit le même Debray, dans la mesure où celle-ci, « *par nature, est plus rêveuse que la droite* »⁸. Mais cela n'empêche pas, quitte à décevoir, donc, comme Alexis Tsipras y a été contraint en Grèce, de mener le combat avec passion. Et non par simple calcul ou intérêt. Au risque, sinon, de laisser une fois encore le terrain des engagements humains aux gourous et aux manieurs de bombes. Ce sont leurs affects qui meuvent les hommes, estime l'économiste et philosophe Frédéric Lordon, bien plus sûrement que leur raison.

« Les phénomènes morbides de l'époque sont-ils imputables au surgissement spontané d'un terrorisme islamofasciste coupeur de têtes mécréantes ? Ou ont-ils davantage à voir avec l'épuisement idéologique de la matrice des « valeurs » occidentales offertes pour permettre la construction des personnes, l'édification de leur rapport au monde, proche et lointain, le sens qui aide à penser et à vivre une vie bonne ?

« La religion n'est pas le moteur du djihadisme, c'est le carburant d'un effet boomerang, sidérant de violence, du désir frustré d'exister, de se sentir désiré, de trouver sa place. »

« Ce qui fait défaut à cette société-spectacle de l'instant et du déjà là sans y être, c'est du « *mythe de convocation* ». Des idées-forces, des symboles fédérateurs ou des croyances mobilisatrices, qui mettent en jeu une conception de l'avenir, de l'être

⁷ *L'Écho*, 22 mars 2014.

⁸ « Régis Debray se lâche », *Le Point*, 24 septembre 2015.

humain ou de la condition de l'humanité. Quelque chose d'abstrait et de plus grand que nous, car seul ce qui nous dépasse, peut nous réunir... »

Ces attentats meurtriers doivent résonner comme une terrible leçon à usage humain. Là où un homme, un groupe, un Etat, est convaincu d'être l'unique porteur de la définition légitime du sens de l'existence et prétend l'imposer à autrui, le sang, les larmes et la bêtise progressent et ravagent les corps et les esprits. Il y a des antidotes à ces penchants meurtriers qui collent comme une part maudite aux semelles de la destinée humaine. L'un deux, parmi beaucoup, se nomme éducation populaire. Le conservatisme, l'égoïsme, la domination, toujours plus d'inégalités sociales, raciales sont le terreau du terrorisme. À partir de là se développent, se préparent les actes les plus fous et les plus odieux. C'est véritablement là que se situe le nœud du problème. Va-t-on encore continuer longtemps à maltraiter la jeunesse, cette jeunesse, rejeter à la périphérie des grandes villes les enfants d'immigrés, reléguer au fond des départements des classes populaires, diaboliser l'islam, nourrir un antisémitisme de plus en plus menaçant ? L'heure est à la sage réflexion.